

F. 2002 — 3065

[C — 2002/29439]

17 JUILLET 2002. — Décret portant modifications au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification à l'arrêté royal du 29 août 1966 déterminant et classant les fonctions du personnel administratif des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Article 1^{er}. Dans l'article 2, 2^o, de l'arrêté royal du 29 août 1966 déterminant et classant les fonctions du personnel administratif des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux du 15 juillet 1969 et du 1^{er} décembre 1970, les termes « correspondant-comptable sélectionné » sont remplacés par les termes « premier correspondant comptable ».

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Art. 2. Un article 8bis, libellé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat :

« Article 8bis. — En ce qui concerne les fonctions de recrutement et de sélection, l'échelle de traitement est fixée conformément aux dispositions du chapitre IV du présent titre. »

Art. 3. L'article 12 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. — Le traitement de tout membre du personnel est fixé, selon le cas, dans l'échelle ou le groupe d'échelles afférent à la fonction qu'il exerce. »

Art. 4. Dans le Titre II — Fonctions à prestations complètes de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, est introduit un chapitre IV libellé comme suit :

« CHAPITRE IV. — *De la progression pécuniaire*

Article 27bis. — Pour l'application du présent chapitre :

§ 1^{er}. Les fonctions de recrutement et de sélection du personnel administratif sont réparties en trois groupes de fonctions, à chacun desquels correspond un groupe d'échelles de traitement spécifique.

Le premier groupe comprend les fonctions de surveillant, messenger-huissier, surveillant copiste, surveillant en chef.

Le second groupe comprend les fonctions de commis, commis-dactylographe, commis-sténodactylographe, premier commis, premier commis-dactylographe, premier commis-sténodactylographe.

Le troisième groupe comprend les fonctions de rédacteur, premier rédacteur, secrétaire comptable, premier secrétaire comptable, correspondant comptable, premier correspondant comptable.

§ 2. Les fonctions de recrutement et de sélection du personnel de maîtrise, gens de métier et de service sont réparties en trois groupes de fonctions, à chacun desquels correspond un groupe d'échelles de traitement spécifique.

Le premier groupe comprend les fonctions d'aide ouvrier d'entretien qualifié, aide-cuisinier, ouvrier d'entretien, veilleur de nuit.

Le second groupe comprend les fonctions de cuisinier, ouvrier d'entretien qualifié, ouvrier qualifié, premier cuisinier, premier ouvrier qualifié, premier ouvrier d'entretien qualifié, relieur d'art, mouleur, compositeur typographe, premier mouleur, premier relieur d'art, premier compositeur typographe, préparateur, premier préparateur.

Le troisième groupe comprend les fonctions de luthier réparateur, premier luthier réparateur, opérateur technicien, premier opérateur technicien.

Article 27ter. — L'attribution de l'échelle de traitement à un membre du personnel administratif ou du personnel de maîtrise, gens de métier et de service est déterminée par le groupe de fonctions auquel appartient la fonction de recrutement ou de sélection qu'il exerce.

Article 27quater. — La progression pécuniaire s'effectue, pour chaque membre du personnel, à l'intérieur du groupe d'échelles de traitement afférent à la fonction qu'il exerce :

a) Le membre du personnel qui compte moins de trois années d'ancienneté dans le même groupe de fonctions obtient l'échelle de base afférente à la fonction qu'il exerce.

b) Le membre du personnel qui compte trois années d'ancienneté dans le même groupe de fonctions obtient l'échelle afférente à la fonction qu'il exerce immédiatement supérieure à celle visée sub a).

c) Le membre du personnel qui compte neuf années d'ancienneté dans le même groupe de fonctions obtient l'échelle afférente à la fonction qu'il exerce immédiatement supérieure à celle visée sub b).

d) Le membre du personnel qui compte 15 années d'ancienneté dans le même groupe de fonctions obtient l'échelle afférente à la fonction qu'il exerce immédiatement supérieure à celle visée sub c).

Article 27quinquies. — § 1^{er}. Pour la détermination de l'ancienneté visée à l'article 27quater, sont seuls admissibles les services effectifs que le membre du personnel a prestés dans le même groupe de fonctions, à quelque titre que ce soit, dans un établissement d'enseignement de la Communauté française, dans une fonction comportant soit des prestations complètes, soit des prestations incomplètes.

§ 2. Par services effectifs, il convient d'entendre tous les services que le membre du personnel a prestés, tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement.

§ 3. a) Les services admissibles rendus, à titre définitif ou stagiaire, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier; ceux qui ne couvrent pas tout le mois sont négligés.

b) Les services admissibles rendus, à un titre autre que définitif ou stagiaire, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par jour du calendrier.

c) Les services admissibles rendus, à quelque titre que ce soit, dans une fonction à prestations incomplètes, se comptent par jour du calendrier et pour leur durée relative.

La durée relative des services rendus dans une fonction à prestations incomplètes est égale au nombre de jours couverts par cette fonction, multiplié par une fraction dont le numérateur est la valeur des prestations exprimée en heures hebdomadaires et dont le dénominateur est le nombre d'heures de prestations, fixé pour que la fonction considérée soit à prestations complètes.

d) Pour l'application des points b) et c), 30 jours forment un mois et 360 jours forment une année.

Lorsque le mois est incomplet, le nombre de jours à prendre en considération est égal au nombre de jours couverts par cette fonction.

La durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations incomplètes exercées simultanément ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée durant la même période.

Article 27sexies. — Le membre du personnel qui, par la nouvelle fonction qu'il exerce, change de groupe d'échelles de traitement, n'obtient, à aucun moment, dans sa nouvelle fonction, un traitement inférieur à celui dont il eût bénéficié dans son ancienne fonction.

Si le traitement fixé dans la nouvelle fonction est inférieur à celui dont le membre du personnel bénéficiait dans son ancienne fonction, le traitement le plus élevé lui est maintenu jusqu'à qu'il obtienne un traitement au moins égal. »

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 5. Le présent décret sort ses effets le 1^{er} janvier 1996.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunes et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
N. MARECHAL

Notes

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 288-1. — Amendements de commission, n° 288-2.

Rapport, n° 288-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 16 juillet 2002.

VERTALING

N. 2002 — 3065

[C — 2002/29439]

17 JULI 2002. — **Decreet tot wijziging van het administratief en geldelijk statuut van de leden van het administratief personeel, het vak-, meesters- en dienstpenseel van de Rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal onderwijs** (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging aan het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling en indeling van de ambten van het administratief personeel van de Rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal onderwijs*

Artikel 1. In artikel 2, 2°, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling en indeling van de ambten van het administratief personeel van de Rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 juli 1969 en 1 december 1970 worden de woorden « geselecteerd rekenplichtig correspondent » vervangen door « eerste rekenplichtig correspondent ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpenseel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs*

Art. 2. In het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpenseel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs wordt er een artikel 8bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8bis – Wat de wervings- en selectie-ambten betreft, wordt de weddenschaal vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV van deze titel. »

Art. 3. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 12 – De wedde van ieder personeelslid wordt, naargelang het geval, vastgesteld in de schaal of de schalengroep die overeenstemt met het ambt dat het lid uitoefent. »

Art. 4. In « Titel II - Ambten met volledige prestaties » van het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs wordt een hoofdstuk IV ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IV. — *De geldelijke opklimming*

Artikel 27bis – Voor de toepassing van dit hoofdstuk :

§ 1. Worden de wervings- en selectie-ambten van het administratief personeel in drie ambtengroepen onderverdeeld waarmee voor elke groep een specifieke groep van weddeschalen overeenstemt.

De eerste groep omvat de ambten van suppoost, bode-kamerbewaarder, suppoost-kopïist, hoofdsuppoost.

De tweede groep omvat de ambten van klerk, klerk-typist(e), klerk-stenotypist(e), eerste klerk, eerste klerk-typist(e), eerste klerk-stenotypist(e).

De derde groep omvat de ambten van opsteller, eerste opsteller, secretaris-rekenplichtige, eerste secretaris-rekenplichtige, rekenplichtig correspondent, eerste rekenplichtig correspondent.

§ 2. Worden de wervings- en selectie-ambten van het meesters-, vak- en dienstpersoneel in drie ambtengroepen onderverdeeld waarmee voor elke groep een specifieke groep van weddeschalen overeenstemt.

De eerste groep omvat de ambten van geschoold hulponderhoudswerkman, hulpkok, onderhoudswerkman, nachtwaker.

De tweede groep omvat de ambten van kok, geschoold onderhoudswerkman, geschoold werkman, eerste kok, eerste geschoold werkman, eerste geschoold onderhoudswerkman, kunstboekbinder, vormer, handzetter, eerste kunstboekbinder, eerste vormer, eerste handzetter, amanuensis, eerste amanuensis.

De derde groep omvat de ambten van hersteller van muziekinstrumenten, eerste hersteller van muziekinstrumenten, operateur-technicus, eerste operateur-technicus.

Artikel 27ter – De toekenning van de weddeschaal aan een lid van het administratief personeel of van het meesters-, vak- en dienstpersoneel hangt af van de ambtengroep waartoe het door hem uitgeoefende wervings- of selectie-ambt behoort.

Artikel 27quater – De geldelijke opklimming geschiedt, voor ieder personeelslid, binnen de weddeschalengroep die overeenstemt met het ambt dat het lid uitoefent :

a) Het personeelslid dat minder dan drie jaar anciënniteit telt in dezelfde ambtengroep bekomt de basisschaal die overeenstemt met het ambt dat het lid uitoefent.

b) Het personeelslid dat drie jaar anciënniteit telt in dezelfde ambtengroep bekomt de schaal onmiddellijke boven deze bedoeld bij a) die overeenstemt met het ambt dat het lid uitoefent.

c) Het personeelslid dat negen jaar anciënniteit telt in dezelfde ambtengroep bekomt de schaal onmiddellijke boven deze bedoeld bij b) die overeenstemt met het ambt dat het lid uitoefent.

d) Het personeelslid dat vijftien jaar anciënniteit telt in dezelfde ambtengroep bekomt de schaal onmiddellijke boven deze bedoeld bij c) die overeenstemt met het ambt dat het lid uitoefent.

Artikel 27quinquies

§ 1. Voor het vaststellen van de bij artikel 27quater bedoelde anciënniteit, komen alleen in aanmerking, de werkelijke diensten die het personeelslid heeft gepresteerd in dezelfde ambtengroep, in welke hoedanigheid ook, in een schoolinrichting van de Franse Gemeenschap, in een ambt met ofwel volledige prestaties ofwel onvolledige prestaties.

§ 2. Onder « werkelijke diensten » dient verstaan te worden : al de diensten die het lid gepresteerd heeft zolang het zich in een administratieve stand bevindt die hem zijn activiteitswedde verzekert of bij ontstentenis het behoud van zijn aanspraak op weddeverhoging.

§ 3. a) De in aanmerking komende diensten die werden gepresteerd als vastbenoemde of als stagiair in een ambt met volledige prestaties worden berekend per kalendermaand; de diensten die niet de hele maand behelzen, worden weggelaten.

b) De in aanmerking komende diensten die werden gepresteerd in een andere hoedanigheid dan vastbenoemde of stagiair in een ambt met volledige prestaties worden per kalenderdag berekend.

c) De in aanmerking komende diensten die werden gepresteerd, in welke hoedanigheid ook, in een ambt met onvolledige prestaties, worden per kalenderdag en in verhouding tot hun duur berekend.

Deze relatieve duur van de diensten gepresteerd in een ambt met onvolledige prestaties is gelijk aan het aantal dagen waarin dit ambt werd uitgeoefend, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller overeenstemt met de waarde van de prestaties uitgedrukt in wekelijkse uren en waarvan de noemer overeenstemt met het aantal gepresterde uren, zodanig berekend dat het ambt waarvan sprake volledige prestaties omvat.

d) Voor de toepassing van de punten b) en c) vormen 30 dagen een maand en vormen 360 dagen een jaar.

Wanneer de maand onvolledig is, is het aantal in aanmerking te nemen dagen gelijk aan het aantal dagen die dit ambt behelst.

De duur van de diensten gepresteerd in twee of meer ambten met onvolledige prestaties die gelijktijdig werden uitgeoefend, kan nooit de duur van de diensten overschrijden die werden gepresteerd in een ambt met volledige prestaties tijdens dezelfde periode.

Artikel 27sexies – Aan het personeelslid dat van weddeschalengroep verandert ten gevolge van het nieuw uitgeoefend ambt wordt op geen enkel ogenblik in zijn nieuw ambt een wedde toegekend die lager is dan deze die het zou ontvangen hebben voor zijn vroeger ambt.

Indien de wedde vastgesteld in zijn nieuw ambt lager is dan de wedde die het personeelslid ontving voor zijn vroeger ambt, behoudt het lid de hoogste wedde totdat het een wedde ontvangt die ten minste gelijk is. »

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 5. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gedaan te Brussel, 17 juli 2002.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Optrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en van Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota
's

(1) *Zitting 2001-2002.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet : nr. 288-1. — Amendementen van de commissie : nr. 288-2.

Verslag : 288-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 juli 2002.

F. 2002 — 3066

[C - 2002/29410]

**4 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'article 14 de l'arrêté du 11 juin 1999 relatif à l'agrément des organismes d'adoption**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment l'article 50, modifié par les décrets du 6 avril 1998 et du 29 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 relatif à l'agrément des organismes d'adoption, notamment l'article 14;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mars 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 33.432/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 juin 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Aide à la jeunesse et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 juillet 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 relatif à l'agrément des organismes d'adoption est complété par le troisième alinéa suivant :

« Le Gouvernement accorde, en outre, aux organismes d'adoption une subvention forfaitaire de 750 euros par organisme, destinée à couvrir les frais liés aux obligations visées à l'article 9, et une subvention forfaitaire de 1.300 euros par collaboration avec un pays étranger, une entité territoriale d'un pays étranger ou un intermédiaire à l'étranger, acceptée par le Ministre conformément à l'article 8, § 1^{er}, avec un maximum de deux collaborations subventionnées par organisme. »

Art. 2. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Conformément à l'article 50, § 2, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, le Gouvernement accorde, dans les limites des crédits disponibles, aux organismes d'adoption les subventions annuelles suivantes :

1° une subvention forfaitaire de 13.040 euros par organisme dont l'activité principale est de servir comme intermédiaire à l'adoption d'enfants dont les parents d'origine résident en Belgique; cette subvention couvre les frais liés aux activités de l'organisme visées à l'article 5; le caractère principal de l'activité est déterminé sur base du nombre majoritaire d'adoptions réalisées soit pour des enfants dont les parents d'origine résident en Belgique, soit pour des enfants dont les parents d'origine résident à l'étranger;

2° une subvention forfaitaire de 750 euros par organisme, destinée à couvrir les frais liés aux obligations visées à l'article 9;

3° une subvention forfaitaire de 1.950 euros par collaboration avec un pays étranger, une entité territoriale d'un pays étranger ou un intermédiaire à l'étranger, acceptée par le Ministre conformément à l'article 8, § 1^{er}, avec un maximum de deux collaborations subventionnées par organisme. »